

Lun.
06
Août

MEDIAPART

9€

CONNECTEZ-VOUS

Identifiant

Mot de passe

Mot de passe oublié ?

ABONNEZ
VOUS ICI

Rechercher ok

Accédez aux archives

LE JOURNAL INTERNATIONAL FRANCE ECONOMIE CULTURE ENGLISH

LE CLUB

Ils se
croyaient
intouchables
(2/4).
Sarkozy, le
« patron »

Kosovo, un trou noir
dans l'Europe (3/3): le
rôle des services
français

Montebourg, la
cartouche gauche de
l'Élysée

Les armes émoussées
des banques centrales

Qingdao, une ville
olympique en
surchauffe

Pablo Moses : «La
Jamaïque a encore
beaucoup de chemin à
parcourir»

La Jamaïque au cœur
de la sono mondiale

« The Office », ou la
comédie au travail

Marilyn en fragments
(1/3) : autofictions

Cazeneuve :
«Réorienter
durablement l'Europe»

Euro : la cinglante
défaite de Mario
Draghi

JO du livre (6/8): Les
romans du ballon rond

Pour une « histoire
pirate »

Hirschhorn, Pussy
Riots: le Palais de
Tokyo en alerte !

Tabac : les fumeuses
annonces du ministre
du budget

Roms : Manuel Valls
tient une ligne dure

À l'Assemblée, la
cagnotte des groupes
politiques échappe à
tout contrôle

Amnesty International
dénonce la répression
généralisée à Alep

Aujourd'hui, une
cohabitation pacifique
entre les deux Soudan
«est sans espoir»

Hongrie, Roumanie: et
si la vraie crise de
l'Europe était à l'Est ?

Mali : Amnesty
raconte le supplice des
"bêrets rouges"

Kosovo, un trou noir dans l'Europe (3/3): le rôle des services français

ENQUÊTE | PROLONGER | 4 COMMENTAIRES

04 AOÛT 2012 | PAR JEAN-ARNAULT DERENS

Le 6 février 1999, les négociations de la dernière chance commencent au château de Rambouillet, sous l'égide du secrétaire général de l'OTAN Javier Solana et de la secrétaire d'État américaine Madeleine Albright. Officiellement, les Occidentaux cherchent à trouver un compromis entre Belgrade et les Albanais du Kosovo. L'échec de ce processus de négociation ouvrira la voie aux bombardements de l'OTAN. Dès le début de la première rencontre de Rambouillet, l'opinion publique internationale découvre un jeune homme de 31 ans, jusqu'alors parfaitement inconnu : Hashim Thaçi, porte-parole de l'UÇK qui s'impose comme chef de la délégation albanaise.

Arnaud Danjean, actuel député européen (UMP), suivait la conférence pour le compte de la DGSE. Selon son témoignage, il aurait fait connaissance d'Hashim Thaçi dans les salons du château de Rambouillet, les deux hommes ayant en commun la pratique de la langue allemande. Il n'aurait reçu l'ordre « *d'approcher* » le porte-parole de la guérilla que lors de la seconde et dernière session de négociations, du 16 au 18 mars, quelques jours avant le début des bombardements.



Arnaud Danjean, ancien de la DGSE, aujourd'hui député européen UMP © (Reuters)

Plusieurs témoignages confirment pourtant la présence d'Arnaud Danjean dès le début de la première rencontre de Rambouillet. Plusieurs sources affirment même qu'avant le début de la conférence, Arnaud Danjean aurait emmené Hashim Thaçi faire les magasins pour le doter d'une garde-robe conforme à son nouveau statut, ce qui suppose que les deux hommes se connaissaient bien avant le début de la conférence...

Ce point de chronologie peut paraître secondaire, mais Arnaud Danjean affirme que « *seuls les Américains traitaient avec Hashim Thaçi* », ajoutant que Michel Foucher, conseiller spécial d'Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères de l'époque, aurait chargé la DGSE de se renseigner sur Hashim Thaçi en novembre 1998, estimant qu'il fallait établir un contact avec l'UÇK. La DGSE, comme les autres services occidentaux, avait des contacts avec toutes les factions albanaises – les partisans d'Ibrahim Rugova comme le LPK, auquel appartenait Thaçi. Le seul problème est qu'avant Rambouillet, le jeune Hashim Thaçi ne jouait qu'un rôle tout à fait secondaire. Le porte-parole officiel du LPK et de l'UÇK était alors Bardhyl Mahmuti, basé à Vevey, en Suisse.

En réalité, l'ascension de Hashim Thaçi résulte d'un choix de communication, auquel les services occidentaux ne sont peut-être pas étrangers. La vieille garde du LPK a décidé de donner à la guérilla un visage jeune, présentant bien et dont la fidélité politique était à toute épreuve. Ce choix a été effectué en concertation avec les conseillers occidentaux du LPK, mais il n'est pas certain que les Américains aient eu le dernier mot en la matière. Ils auraient très certainement privilégié quelqu'un parlant anglais, ce qui n'était pas le cas de Hashim Thaçi, qui ne maîtrisait que l'albanais et l'allemand, conséquence de son long séjour en Suisse alémanique.

L'école face à la «petite noblesse» des enfants «surdoués»

Quelques semaines avant la conférence de Rambouillet, un avion avait atterri à l'aéroport de Tirana, la capitale de l'Albanie, manquant provoquer une catastrophe : l'avion n'avait pas déposé de plan de vol et les contrôleurs aériens ne savaient pas d'où venait l'appareil ni qui se trouvait à son bord. Il ramenait une importante délégation de cadres de l'UÇK – les sources évoquent « une trentaine » de personnes – qui venaient de recevoir une formation au centre parachutiste d'entraînement spécialisé (CPES) de Cercottes, dans le Loiret. Si les Américains ont fait le choix politique de soutenir le LPK, le travail de terrain a été laissé aux services français et européens.

L'engagement de la DGSE

En France, la question du soutien à l'UÇK ne faisait pourtant pas l'unanimité. Le cabinet du ministre des affaires étrangères Hubert Védrine était plutôt favorable au maintien d'une relation privilégiée avec les non-violents de la LDK de Rugova, opposant connu et historique au régime de Milosevic. Celui du ministre de la défense Alain Richard hésitait. Et, au sein même de la DGSE, deux factions s'opposaient : les partisans du soutien à l'UÇK d'un côté, les nostalgiques de l'alliance traditionnelle entre la France et la Serbie, de l'autre.

La nouvelle ligne, pro-kosovar, avait cependant le soutien de la haute hiérarchie, notamment du général Rondot, alors en charge de la coordination du renseignement au cabinet du ministre de la défense. Un ancien cadre du service reconnaît toutefois que « sur le plan opérationnel, il fallait tout cloisonner »...



Hashim Thaçi, actuel premier ministre du Kosovo. © (Reuters)

L'engagement de la DGSE n'avait rien d'exceptionnel. Chaque service occidental avait alors « son » homme dans la guérilla. Pour les Britanniques, c'est le commandant Ramush Haradinaj, toujours en cours de jugement devant le TPIY de La Haye[1]. Pour leur part, les États-Unis jouaient un rôle opérationnel relativement discret.

Arnaud Danjean insiste aujourd'hui sur le fait qu'il a agi « en fonctionnaire », « sur ordre » de sa hiérarchie et des responsables politiques – concrètement, sous la responsabilité ultime du ministre de la défense, qui était alors le socialiste Alain Richard. Cependant, l'agent de la DGSE a largement bâti sa carrière sur cette « prise » de premier choix. Hashim Thaçi est devenu l'interlocuteur privilégié de la DGSE. « Le recrutement de Thaçi était une bonne affaire pour la DGSE », poursuit cet ancien cadre du service contraint à l'anonymat. « Cependant, il est vite apparu que Danjean cultivait son propre réseau, en étouffant toutes les informations qui pouvaient mettre en cause Thaçi et les autres personnes qu'il traitait, surtout après la fin de la guerre. Nous étions pourtant au courant de tous les trafics menés par l'UÇK ».

Reste une grande question. Pourquoi les États-Unis et leurs alliés ont-ils fait ce choix surprenant de soutenir l'UÇK, pourtant considérée jusqu'au début de l'été 1998 par la CIA comme un groupe lié au trafic de drogue ? Et pourquoi soutenir plus précisément le « noyau dur » de la guérilla, c'est-à-dire les cadres issus du LPK ? Le revirement des États-Unis a été spectaculairement illustré par la visite de Richard Holbrooke, l'émissaire spécial du président Clinton, aux chefs de la guérilla, le 24 juin 1998, dans le village de Junik, après avoir pénétré clandestinement au Kosovo, alors sous contrôle de la Serbie.

Les autorités d'Albanie ont aussi reçu la consigne de soutenir ce choix des Occidentaux. Le Parti socialiste albanais, héritier de l'ancien parti unique, est revenu au pouvoir à la faveur des émeutes et de la guerre civile de 1997. Le PS albanais, les nouveaux cadres de la police et des services secrets avaient naturellement des connexions importantes avec le noyau suisse du LPK, lui aussi issu de la mouvance « envériste ». Ibrahim Rugova entretenait au contraire des relations privilégiées avec le Parti démocratique de Sali Berisha, chassé du pouvoir au printemps 1997[2].

[1] Commandant de l'UÇK dans l'ouest du Kosovo, Ramush Haradinaj a été inculpé pour crimes de guerre et de crimes contre l'humanité par le TPI. Il a été acquitté en avril 2008, mais l'accusation a fait appel, plusieurs témoins cruciaux ayant été assassinés ou s'étant rétractés à l'audience. Le procès en appel s'est ouvert en août 2011.

[2] Ibrahim Rugova considéra toujours les dirigeants socialistes albanais comme des « usurpateurs », arrivés au pouvoir à la faveur d'un « coup d'État ». C'est ce qui explique qu'il ne se réfugia pas en Albanie durant les bombardements du printemps 1999 et qu'il refusa même de se rendre dans ce pays tant que le PS resta au pouvoir.

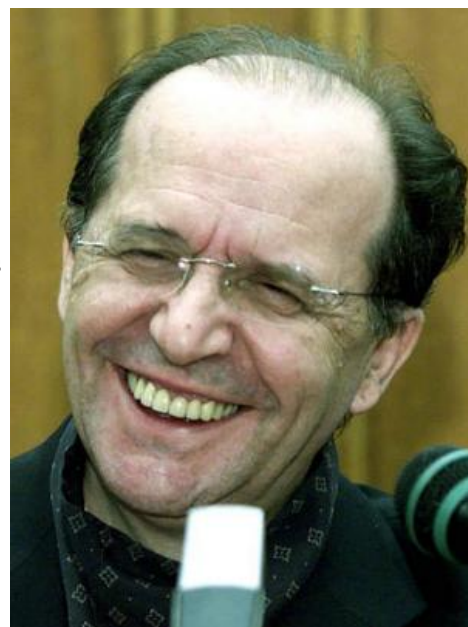
Comme la corde soutient le pendu

Néanmoins, les nouveaux dirigeants de Tirana, à la tête d'un pays exsangue et profondément meurtri par la guerre civile, n'avaient guère envie de précipiter le déclenchement du conflit au Kosovo. « *Nous avons reçu l'ordre d'apporter notre soutien logistique aux réseaux du LPK qui se mettaient en place, et je me suis longtemps demandé pourquoi les Occidentaux avaient fait le choix de ce partenariat stratégique* », reconnaît un ancien responsable des services de renseignements albanais.

Une seule explication lui semble envisageable. À l'été 1998, Al-Qaïda revendique les attentats contre les ambassades américaines de Nairobi et de Dar-es-Salam, et les États-Unis s'inquiètent du développement des réseaux islamistes radicaux en Bosnie-Herzégovine. Le Kosovo, pays instable et très majoritairement musulman, représente l'une des zones les plus sensibles. « *Les USA ont soutenu les réseaux du LPK, parce qu'ils estimaient qu'ils étaient totalement hermétiques à toute influence islamique* », ajoute cet ancien des services albanais. Bien possible, quand on se rappelle la tradition idéologique marxiste-léniniste du LPK. Considérant qu'un conflit au Kosovo était inévitable, les États-Unis auraient ainsi choisi de soutenir un groupe issu de la tradition stalinienne et aux accointances criminelles bien établies.

Ce groupe – le noyau dur LPK – n'avait, au début du conflit, qu'une importance opérationnelle très limitée. Sans le soutien occidental, jamais il n'aurait pu contester le leadership naturel de la LDK de Rugova... Sur le terrain, les villageois qui prenaient les armes au printemps 1998 restaient majoritairement fidèles à Ibrahim Rugova et se revendiquaient volontiers des Forces armées de la République de Kosovo (FARK)[3]. Les Occidentaux ont activement contribué à marginaliser cette guérilla concurrente pour ne laisser subsister que l'UÇK. Entre Hashim Thaçi et les Occidentaux, l'histoire n'est donc pas que celle d'une convergence d'intérêts. Hashim Thaçi et l'UÇK sont largement une création des services occidentaux.

Treize ans après la fin de la guerre, plus de quatre ans après avoir proclamé son indépendance, le Kosovo reste un pays placé sous tutelle internationale, à la souveraineté fort limitée. Hashim Thaçi, l'ancien guérillero, est toujours premier ministre, mais son gouvernement est plus faible que jamais. Les élections de décembre 2010 ont été marquées par des fraudes massives et grossières, et les failles internes au PDK, le parti issu de l'UÇK, sont de plus en plus profondes. Pourtant, l'ambassade américaine au Kosovo soutient toujours activement Hashim Thaçi, comme la corde soutient le pendu.



Ibrahim Rugova. © (Reuters)

Le SHIK, bras armé de l'UÇK, a été officiellement dissous au printemps 2008, quelques mois après la proclamation d'indépendance du Kosovo. Ses dirigeants ont affirmé que le service « *avait rempli sa mission* », tandis que de nouveaux services secrets, placés sous l'autorité du gouvernement, voyaient le jour. Les services du PDK poursuivent néanmoins leur travail de l'ombre, étendant leur réseau à travers tout le Kosovo. Menaces, « *entretiens informatifs* » : les journalistes du Kosovo sont habitués à ces pratiques d'une véritable police politique.

Les États-Unis ont multiplié les pressions pour s'assurer que la direction de l'enquête de la mission Eulex sur le trafic d'organes soit menée par un procureur américain (lire [ici](#) notre premier volet). A défaut de pouvoir étouffer l'affaire, il faut au moins contrôler le cours de l'enquête. En France, les milieux diplomatiques ont également accueilli avec méfiance le rapport de Dick Marty au Conseil de l'Europe, qui dénonçait ce trafic d'organes et citait nommément Thaçi : derrière l'établissement des responsabilités pénales des différents acteurs de l'UÇK, une mise en cause de leurs protecteurs occidentaux paraît inéluctable.

Pourtant, si le trafic d'organes tel que l'a décrit Dick Marty est avéré, il s'agit de l'un des plus grands crimes des guerres yougoslaves. Le Kosovo ne pourra jamais faire face à son passé tant que ce dossier ne sera pas définitivement éclairci. Et si ce trafic s'est « poursuivi » dans le cadre de la clinique Medicus, au vu et au su de l'administration internationale au Kosovo, ce sont tous les complices du crime qui ne pourront pas échapper à leurs responsabilités.

pénales.

FIN

[3] Les FARK dépendaient des structures de la « République de Kosovë », présidée par Ibrahim Rugova. Regroupant notamment nombre d'anciens officiers albanais de l'Armée yougoslave, elles ne purent jamais opérer au Kosovo sous leur nom, et certains combattants fidèles à Rugova et à l'état-major des FARK combattirent en apparaissant sous le « label » mieux établi de l'UÇK.

Arnaud Danjean a répondu par mail à nos questions, début juillet. L'ancien cadre de la DGSE cité a accepté de nous rencontrer à la seule condition que son anonymat soit préservé. Il en est de même pour l'ancien des services albanais.

Jean-Arnault Dérens est rédacteur en chef du *Courrier des Balkans*. Il travaille en Europe du Sud-Est depuis une quinzaine d'années et a publié de nombreux ouvrages sur la région, dont *Le Piège du Kosovo* et, en collaboration avec Laurent Geslin, *Comprendre les Balkans*.

Le Courrier des Balkans est le premier site d'information francophone sur les Balkans. Créé en 1998, il regroupe aujourd'hui plus de 15 000 articles sur la région. Jean-Arnault Dérens collabore régulièrement à Mediapart.